

**Réponse de Canal+ Télécom à la consultation publique concernant
Evolution du contrôle tarifaire de l'accès à la boucle locale cuivre pour les années 2022
et 2023
7 février 2022 – 4 avril 2022**

Introduction

Canal+ Télécom (anciennement dénommée Mediaserv), filiale de la société Canal+ Antilles, laquelle a pour société mère la société Canal+ International, est active dans le secteur des communications électroniques à La Réunion, en Guadeloupe, Martinique, Guyane, ainsi que dans les îles du nord Saint-Martin et Saint-Barthélemy.

Canal+ Télécom pratique une fermeture commerciale du cuivre à la Réunion depuis environ 2 ans.

Cette fermeture est intervenue au moins 12 mois après l'arrivée de la fibre et des offres FTTH. Cette fermeture a permis de diminuer le parc des clients avec le support cuivre. Cette diminution était de l'ordre de 10 à 15 % du parc de cuivre par an lié à l'attrition et au déménagement.

Cette fermeture commerciale n'a eu aucun effet positif sur le taux de migration des offres cuivre vers les offres FTTH.

Avec la crise sanitaire et le confinement, la consommation data des utilisateurs a été multipliée par trois. Vu la nécessité des capacités sous-marine pour acheminer le trafic data des utilisateurs dans les départements d'outre-mer, le coût supporté par Canal+ Télécom a connu une augmentation significative. Trouver l'équilibre financier, sans répercussion de ces coûts sur la facture des clients, était un défi très important pour Canal+ Télécom.

Canal+ Télécom ne peut supporter aucune évolution tarifaire sans la répercussion sur les clients finaux. Pour pouvoir réaliser la répercussion tarifaire, il est important que les clients concernés soient facilement identifiables sans engagement de frais important pour le SI.

Une hausse de tarif ne peut être appliquée sans justificatif. En cas d'évolution tarifaire, un communiqué très accessible pour le grand public est indispensable pour l'application d'éventuelles évolutions tarifaires.

Question 1

Partagez-vous cette analyse sur :

- le principe d'un tel allègement du remède tarifaire pour les accès faisant l'objet d'une fermeture commerciale ;

- la modification du remède envisagée ?

Canal+ Télécom partage cette analyse seulement pour la fermeture commerciale par zone, car ce type de fermeture sera accompagné par des communications sur la fermeture de réseau de cuivre par les collectivités ainsi que par les autorités compétentes.

La communication sur la fermeture commerciale à l'adresse doit se faire de manière très ciblée et elle nécessite des développements informatiques avec des coûts non négligeables.

Vu la différence de tarif entre les offres fibre et cuivre, les communications de fermeture commerciale cuivre sans appui des collectivités sont assimilées par les utilisateurs à une démarche commerciale pour augmenter les profits de l'opérateur et elle entraîne une réticence pour passage à la fibre donc Canal+ Télécom considère que la fermeture commerciale à l'adresse n'est une mesure pour accélérer les migrations.

Question 3

Les modalités proposées dans cette section appellent-elles des remarques de votre part ? Partagez-vous l'analyse présentée ci-dessus sur les schémas proposés ? D'autres modalités ou d'autres mécanismes vous semblent-ils envisageables ou préférables ? Si oui, les acteurs sont invités à développer ces autres modalités ou mécanismes.

Canal+ Télécom est favorable pour le premier schéma sur la base d'application de fermeture commerciale par zone. Cette solution permet de répercuter la hausse tarifaire sur la facture des utilisateurs afin de réduire l'écart entre les tarifs des deux offres et les inciter davantage pour le passage à la fibre.

Question 5

Que pensez-vous des options identifiées par l'Autorité ? Partagez-vous la conclusion ? Identifiez-vous des difficultés particulières pour la mise en oeuvre de chacune de ces options ? Pensez-vous que d'autres options non envisagées dans la liste présentée ici puissent être pertinentes ? Dans ce cas, pouvez-vous les détailler et les justifier ?

L'option 1 est adaptée au schéma envisagé par Canal+ Télécom.

Canal+ Télécom ne peut en aucun cas prendre en charge la hausse tarifaire liée à ce remède sans la répercussion sur les utilisateurs. D'autre part l'augmentation de tarif des utilisateurs ne peut pas être appliquée sans la communication sur la fermeture de réseau cuivre par les instances publiques.

Question 7

Les acteurs sont invités à exprimer leur avis sur le sujet et, le cas échéant, le nombre de mois nécessaires, en justifiant leur avis. Ils sont invités à distinguer si besoin leur réponse en fonction du type de schéma de hausse mis en oeuvre et du quantum de hausse.

Canal+ Télécom n'est pas favorable à la mise en œuvre d'allègement du remède tarifaire pour la fermeture commerciale rapide. si toutefois ; l'autorité décide le contraire, Canal+ télécom considère qu'un délai minimum de 12 mois, après la date de la fermeture de commercialisation, est nécessaire pour la mise en place des campagnes d'information vers les utilisateurs.

Ce remède peut être mis en œuvre en même temps que la fermeture commerciale par zone avec un délai de préavis réduit à 3 mois.

Question 8

Que pensez-vous d'une telle étape supplémentaire d'allègement du contrôle tarifaire ? Dans un tel cas, quel serait, selon vous, le délai pertinent ? Quelle forme devrait prendre alors selon vous ce nouvel allègement du remède tarifaire ?

Canal+ Télécom est favorable à cette nouvelle étape d'allègement du contrôle pour aligner le montant de facturation des offres cuivre et fibre.